

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 09/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STRIEBIG LOGISTIQUE SARL (HATTEN 2)

8 Route de Lauterbourg
67160 WEILER

Références : 3119/NK/CE
Code AIOT : 0006703119

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2024 dans l'établissement STRIEBIG LOGISTIQUE SARL (HATTEN 2) implanté 5 Rue Gutenberg ZI - CD 28 - 67690 HATTEN.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STRIEBIG LOGISTIQUE SARL (HATTEN 2)
- 5 Rue Gutenberg ZI - CD 28 - 67690 HATTEN
- Code AIOT : 0006703119
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Striebig Logistique exploite des entrepôts couverts de stockage de pièces automobiles sur une zone dédiée composée de 5 entrepôts, dont le site Hatten 2 nouvellement reconstruit.

Thèmes de l'inspection : Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	CONFORMITÉ au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 20/02/2023, article 1.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 20/02/2023, articles 7.6.5 et 7.6.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Détection automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/02/2022, article 7.6.4	Sans suite	0
4	Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/02/2023, article 7.6.6	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 23/02/2022, article 7.6.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Echéances	Arrêté Préfectoral du 23/02/2022, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit s'assurer que les moyens en eaux sont suffisants et disposer de consignes pour la vanne d'isolement des eaux incendies.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2023, article 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport de contrôle
Prescription contrôlée : [...] Avant la mise en service de l'entrepôt, le bénéficiaire de l'autorisation transmet au préfet une attestation de conformité aux dispositions du présent arrêté préfectoral d'autorisation et de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, établie par ses soins, le cas échéant avec l'appui d'un bureau de contrôle ou d'une société de vérification.
Constats : L'exploitant a transmis un rapport de vérification, mais il ne s'agit pas d'une attestation de conformité aux dispositions du présent arrêté préfectoral d'autorisation et de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2023, articles 7.6.5 et 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : 7.6.5 Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés à une capacité de confinement [...]. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. [...] 7.6.3 Consignes de sécurité [...] Ces consignes indiquent notamment : [...] la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
Constats : Une vanne de fermeture est présente proche du bassin, mais celle-ci n'est pas signalée. De plus, il n'y a pas de consigne de fermeture, l'exploitant n'a pas prévu d'organisation pour l'actionner en cas de nécessité (incendie).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2022, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, dimensionnement détection
Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. [...] L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.
Constats : La détection automatique d'incendie est présente, mais l'exploitant n'a pas fourni de document démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Par courriel du 27/11/2024, l'exploitant a transmis ce document.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 4 : Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2023, article 7.6.6

Thème(s) : Risques accidentels, Procédure

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.

Constats : L'exploitant n'a pas défini de mesures pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Ressources en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2022, article 7.6.2

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose a minima de :

- une réserve d'eau constituée au minimum de 1136 m³, dédié aux poteaux incendie et aux robinets d'incendie armés, protégée contre le gel, composées de deux cannes d'aspiration ;
- un réseau de 12 poteaux incendie, situés à moins de 100 m du site, permettant un débit total de 720 m³/h pendant 2 heures, dont un tiers minimum doit être fourni par un réseau d'eau sous pression ; [...]

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.[...]

Constats :

La réserve d'eau de l'entrepôt Hatten 2 est en commun avec la réserve d'eau de l'entrepôt Hatten 5 de 1114m³ et avec la réserve d'eau de l'entrepôt Hatten 4 de 1114m³. Alors qu'il est prévu que l'entrepôt Hatten 5 ait sa propre réserve de 720 m³ ainsi que l'entrepôt Hatten 4 sa propre réserve de 1020 m³. Soit un total prévu nécessaire aux 3 entrepôts de 2876m³, alors que les 2 réserves d'eaux font 2228m³ : l'exploitant doit s'assurer que les réserves d'eaux sont suffisantes.

L'exploitant a déclaré qu'il ne dispose pas d'équipe d'intervention spécialement formée. Le personnel est formé aux extincteurs, l'exploitant a déclaré qu'il a prévu de le former courant 2025 aux RIA (robinets d'incendie armés) : il doit s'assurer de disposer d'équipe d'intervention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Échéances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2022, article 10

Thème(s) : Généralités, Récapitulatifs

Prescription contrôlée :

Articles	Type de mesure à prendre	Date d'échéance
7.3.3.2	L'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie	3 mois à compter de la date de mise en service des
9.2	Contrôles des niveaux sonore	

		installations
[...]		
Constats : L'exploitant n'a réalisé : ni d'exercice de défense contre l'incendie, ni de contrôle de niveaux sonores : il a déclaré que la mise en service partiel de l'entrepôt date de septembre : L'exploitant a transmis par courriel du 03/12/2024 un devis du 12/11/2024 relatif à l'exécution de mesures sonores : Ces deux points sont à réaliser sous 3 mois à compter de la date de mise en service des installations, soit courant décembre.		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 2 mois		

